

COMPTE RENDU du CSAL du 5 mai 2026

Participants :

pour l'administration :

M. Gilles TOURPIN, directeur, Président de l'instance ;
M. Ollivier CORNEC, directeur Adjoint ;
Mme Christèle MADELAINE, directrice du Pôle Ressources Humaines & Moyens ;
Mme Véronique RIOUX-POUDROUX, directrice du Pôle Contrôle, Expertise et Soutien Économique ;
M. Nicolas LEDOUX, directeur du Pôle Secteur Public Local et État ;
M. Simon LEPETIT, responsable de la mission Maîtrise de l'activité ;
Mme Aurélie LECAMPION-COULLARD, responsable du service Budget, Logistique et Immobilier.

pour les OS :

FO-CGT-UNSA-SOLIDAIRES-ALLIANCE CFDT-CFTC

Ordre du jour :

1) Redéploiement d'un emploi de la BVD de la Manche siège SAINT LO vers les services de direction – P CESE, pour information :

La brigade départementale compte à ce jour 9 vérificateurs (10 au 1/9/2026) répartis sur trois sites : Cherbourg, Saint-Lô, et Avranches.

Renouvellement important de l'effectif de ce service depuis 3 ans. Ce renouvellement d'effectif mobilise fortement le chef de brigade en termes d'accompagnement technique et de visa des pièces de procédure. Le poste gelé en 2024, pour lequel aucune fiche de poste n'a été publiée, est transféré au Pôle Contrôle, Expertise et Soutien Économique (PCESE) pour renforcer l'équipe qui examine les crédits de TVA et les crédits d'impôt.

Mme Rioux-Poudroux a présenté, pour information, les raisons pour lesquelles le transfert d'emploi a été décidé par la direction.

L'alliance CFDT-CFTC a interpellé le directeur au vu du motif évoqué pour le transfert d'emploi. Conscient de la difficulté du chef de service, on peut craindre que la même analyse soit transposée aux autres services dès lors que de nouveaux agents peu ou pas expérimentés y sont affectés.

M. TOURPIN a répondu que le contrôle fiscal n'est pas un service de gestion qui permet facilement la formation de nouveaux agents.

Les OS ont souligné qu'une fiche de poste aurait pu permettre à un inspecteur expérimenté de le demander.

La direction a répondu que le poste étant gelé, il ne pouvait pas être publié de fiche de poste.

L'alliance CFDT-CFTC a proposé à la direction de créer un poste d'adjoint au chef de brigade pour lui permettre de déléguer. La direction s'y est opposée.

2) Retex sur l'exercice national de crise du 7 octobre 2025 pour information :

Complément au compte-rendu présenté en CSAL du 25 novembre 2025.

Malgré un constat initial positif de la gestion de cette simulation de crise par les équipes de direction, le retour à froid par le DGA est plus mitigé.

Satisfaction globale suspecte selon le DGA => il est donc nécessaire de continuer à se tester.

Un plus gros volume de directions participera donc aux prochains exercices de crise.

Cette année, 30 directions seront choisies, elles ne connaîtront pas à l'avance la date de l'exercice.

3) Synthèse sur les missions exercées par les services de direction pour information :

La direction a présenté l'ensemble des missions exercées par les différents services de la direction : aspect RH, technique, expertise, soutien, animation des services et centralisation de la comptabilité nécessitant des emplois importants.

Codification de ses missions par l'intermédiaire du référentiel utilisé dans le cadre de l'enquête SAGERFiP mais aussi par l'intermédiaire d'un référentiel interne complémentaire pour mieux retracer les spécificités locales.

Le recensement SAGERFiP poursuit plusieurs objectifs :

- mieux connaître les fonctions exercées par les agents de la DGFIP ;
- aider au pilotage des missions et à l'allocation équitable des moyens ;
- répondre à diverses demandes du Parlement, de l'IGF, de la Cour des Comptes ;
- simplifier les procédures internes (éviter les enquêtes redondantes).

4) Budget départemental pour information et point sur les travaux pour information :

Malgré une baisse de la dotation de fonctionnement, la direction reste confiante pour la gestion du budget, notamment au vu des économies réalisées en matière de dépenses énergétiques, dépenses d'affranchissement et frais de déplacement en favorisant l'utilisation des véhicules de service.

Le redéploiement d'un véhicule électrique sur Avranches a été effectué en avril 2026.

Reste sur Avranches le projet de réorganiser l'accueil du public.

L'augmentation du tarif du gaz devrait peser sur le poste du chauffage des bâtiments.

Interrogation des OS sur une éventuelle incohérence des données chiffrées présentées => vérification et retour de la direction à venir.

5) Situation des trésoreries hospitalières du département pour information :

Le département compte deux trésoreries hospitalières : Granville et Carentan.

Le service SAM 22 vient en appui pour la gestion des CCAS, des EPHAD, des foyers logement et des personnes hébergées. Le service apporte satisfaction aux postes.

6) Questions diverses :

- Impact de la RGP sur le contrôle fiscal, nds du 31/03/2026 ;
- Mouvements locaux : vacances d'emplois ? communication ? effectifs post mouvements ?

Fin de séance à 12h40.

Les élus de l'alliance **CFDT-CFTC** en CSAL :

Valérie TEXIER, titulaire

Nathalie LEES, titulaire

Georges Nougueret, expert